

## **CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC CINEMEL**

### **Entre**

La commune de Melle représentée par son Maire, M. Sylvain GRIFFAULT et désigné sous le terme «la Commune», d'une part

### **Et**

Cinémel, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est situé au Metullum – place Bujault – 79500 MELLE, représentée par sa Présidente, Danièle HIVERT dûment mandatée et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,  
N° SIRET :

### **Il est convenu ce qui suit :**

### **PRÉAMBULE**

Considérant le projet initié et conçu par l'Association de soutenir, développer et assurer la diffusion cinématographique sur Melle et le Pays Mellois conformément à son objet statutaire ;  
Considérant la volonté de la Commune de soutenir les activités culturelles initiées par les associations ayant leur siège sur la commune ;  
Considérant que le projet ci-après présenté par l'Association participe de cette politique ;

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini en annexe I à la présente convention.  
La Commune contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au Règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

### **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue pour une durée de trois années à compter du 1 janvier 2024.

### **ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION**

La Commune contribue financièrement pour un montant maximal de 60 000 € conformément aux budgets prévisionnels de l'Association en annexe II à la présente convention.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget municipal, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 et des décisions de la commune, prises en application des articles 7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 10.

Pour l'année 2024, la commune contribue financièrement à hauteur de 17 500 €.  
Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la commune s'élèvent à :

- en 2025 : 17 500 €
- en 2026 : 17 500 €.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet estimés en annexe II.

### **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Les montants prévisionnels sont versés selon les modalités suivantes :

- versement en totalité de la subvention à réception des justificatifs prévus à l'article 5.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur sur présentation d'un RIB.

#### **ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS**

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

#### **ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS**

L'Association informe sans délai la Commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Commune sans délai par courrier.

L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la Commune sur tous les supports et documents produits.

#### **ARTICLE 7 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la Commune, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 8- CONTRÔLES DE LA COMMUNE**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la

partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## ARTICLE 9 - RENOUELEMENT – OPTION ÉVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes. Un bilan des trois années devra être réalisé en appui de la demande de renouvellement de cette convention.

## ARTICLE 10 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'un courrier précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par courrier (**avenant = délibération, non, et pas un simple courrier ? / à ré-évoquer**)

## ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la présente convention.

## ARTICLE 12 - RÉILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## ARTICLE 13 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Poitiers .

Le

Pour l'Association,

Pour la commune,  
Le Maire,  
Sylvain GRIFFAULT

## ANNEXE I : LE PROJET

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention **qu'elle expose comme suit :**

### Projet : Exploitation cinématographique

| Charges du projet | Subvention de la commune de Melle | Somme des financements publics (affectés au projet) |
|-------------------|-----------------------------------|---|
| 224 054€          | 17 500€                           | 53 100€   |

#### a) Objectifs :

##### 1. **Programmation/Animations/Éducation à l'image**

###### Programmation :

Notre volonté est de faire de notre établissement un cinéma pour tous les publics, du cinéphile assidu au spectateur occasionnel, du très jeune public aux seniors, des jeunes adultes aux familles.

L'axe principal de notre programmation est la diffusion des films art et essai issus des cinématographies du monde entier, présentés dans leur langue d'origine.

Le deuxième axe est l'attention au Jeune Public et au Public Jeune, scolaires et non scolaires.

Le troisième axe est le travail autour des films de patrimoine.

Depuis 2022, nous ouvrons les portes du cinéma aux mellois pour leur faire découvrir les coulisses et l'organisation d'une salle de cinéma et nous organisons des avant-premières de court-métrages de réalisateurs mellois.

En 2023, nous avons créé le 1<sup>er</sup> Festival Cinéma et Nature en partenariat avec la Fête de l'Arbre organisée par la Ville de Melle.

###### Animations :

Le but principal de notre politique d'animation est de faire de notre salle de cinéma un espace de fête, de découvertes, d'échanges, de réflexion, d'expérimentations, un lieu de culture. Ainsi nous mettons en place des ciné-goûters, des ciné-quiz, des ateliers, le Festival Cinéma Jeunes Publics et nous participons à des festivals comme le Festival Telerama AFCAE Enfants, le Little Films Festival, Play It Again ! et le Mois du documentaire. Nous accueillons des réalisateurs, des protagonistes de films, des producteurs et des conférenciers.

Notre politique d'animation participe également à l'action culturelle de terrain. Elle répond à des attentes, à des demandes de partenaires :

- associations locales : UNAFAM, LA CIMADE, LE CCFD, LA CONFEDERATION PAYSANNE, LA RONDE DE JURONS,...
- la Ville de Melle, le CSC
- établissements scolaires de Melle, Brioux, Celles sur Belle, Prailles, La Mothe Saint Héray...
- option Cinéma du Lycée Desfontaines : César des Lycéens, Festival de Films Lycéens du Mellois

Sont mis en place avec ces partenaires des ciné débats, des visites du cinéma et de nombreuses séances scolaires hors dispositifs nationaux.

###### Éducation à l'image :

Notre politique d'éducation aux images met en avant des films de qualité, souvent peu connus, hors de projets aux buts uniquement commerciaux. Certains films sont accompagnés d'animations.

Nous participons aux 3 dispositifs nationaux d'éducation à l'image (Ecole au cinéma, Collège au Cinéma et Lycéens et Apprentis au Cinéma) et au dispositif départemental organisé par Ciné Passion 79.

Notre but est de permettre à l'enfant de faire des découvertes, de devenir un spectateur attentif, actif, critique, de rêver, d'éprouver des émotions, de rire, de lui donner le goût de la salle de cinéma.

## 2. Tarifs :

Soucieux de faire de notre salle un lieu accessible au plus grand nombre et pour que le cinéma demeure un point essentiel de la vie sociale, nous mettons en place une politique tarifaire adaptée et attractive ainsi que des tarifs uniques sur des festivals et des animations.

## 3. Public dit « fragile » :

- Publics éloignés culturellement des cinémas (bénéficiaires des Restos du Coeur, les GEM, les jeunes en hébergement, les foyers de personnes âgées...) auxquels nous proposons des séances à tarif préférentiel
- Spectateurs ayant un handicap auxquels nous proposons des séances en VFSTF et quelques séances en VAST avec l'association Tout en Parlant.

Notre objectif est de développer les partenariats avec les structures sociales du territoire. Notre rôle sera de dynamiser les dispositifs existants, de mettre en place des actions communes régulières (ciné débats, découverte de nouvelles cultures, buffets typiques...) ce qui permettra une insertion de ce public dans le milieu culturel et également une mise en avant et une ouverture sur des sujets de société pour tous nos publics.

## 4. Cinémas Verts

La nécessité de travailler sur l'impact environnemental des salles de cinémas est un impératif que le CNC encourage fortement.

Notre volonté est d'adhérer à la charte « Cinémas Verts » de CINA et d'acquiescer le label.

Il s'agit d'appliquer des actions concrètes, afin de maintenir notre art tout en réduisant notre impact.

Ce label s'articule autour de 6 grandes thématiques :

- La communication papier et digitale
- L'énergie
- Les déplacements des équipes et des spectateurs
- La gestion des déchets
- La confiserie
- La programmation de films réalisés avec un faible impact carbone

Cela nécessiterait un travail commun avec la Ville de Melle afin d'établir une Charte d'utilisation environnementale du Metullum.

### b) Public(s) visé(s) :

Tout spectateur de 3 à 103 ans

### c) Localisation :

Melle est une ville située en milieu rural, éloignée des agglomérations (de 30km à 50 km). Un constat est fait sur une population plutôt vieillissante, sur le bassin, néanmoins des écoles, collèges et lycées généraux ou professionnels jusqu'aux BTS permettent de toucher un public plus jeune.

### d) Moyens mis en œuvre :

**Moyens humains :** L'association a toujours privilégié l'emploi de professionnels. A ce jour, il y a 2 salariés, 8 administrateurs, des adhérents volontaires pour apporter leur aide.

Nos politiques de programmation et d'animation sont mises en place par les salariés et les administrateurs. Les bénévoles sont impliqués dans le fonctionnement du cinéma au quotidien. Cependant, depuis la COVID-19, leur engagement s'essouffle et les effectifs diminuent.

### **Communication :**

La communication est faite par les salariés : Site Internet, Programme papier, Réseaux sociaux (Facebook, Instagram, TikTok, YouTube)

**Note :** Pour nous aider à atteindre les objectifs (Publics fragiles, Cinémas de territoire), nous avons déposé une demande d'aide Médiateur.trice 2023-2024 avec les cinémas de Civray et Ruffec. Le coût de ce poste mutualisé (si la demande des 3 cinémas est acceptée) est porté dans le BUDGET du PROJET

L'ambition de ce projet est la suivante :

- Développer et consolider des partenariats avec les structures culturelles, sociales et associatives du territoire.
- Etablir une base de données des Associations, des Comités d'Entreprise ou toutes autres organisations du territoire.
- Développer et diversifier les propositions de ciné-rencontres et ciné-conférences à l'attention de tous les publics
- Développer la communication, notamment digitale du cinéma.
- Travailler sur la mise en avant et la diffusion de films verts (films à thématique écologique ou réalisés de manière éco-responsable)
- Organiser des ateliers pratiques ou informatifs pour tout public

**Note concernant le budget :**

Les décisions du Bureau sont les suivantes :

- diminution des charges de ménage (Solnet) : économie de 4 640 € par an
- augmentation des tarifs de 0,30 € à partir de 2025

Les budgets prévisionnels sont à l'équilibre sans le coût du poste de médiateur (5 400 € annuel). Au cas où le poste de médiateur 2024-2026 serait accepté (à ce jour, nous n'avons aucune réponse), l'équilibre financier serait retrouvé en 2027.

La plus-value du poste de Médiateur est difficilement quantifiable mais attendue par Cinémel.

PROJET

**ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET**  
**Année ou exercice 2024**

| CHARGES   | Montant        | PRODUITS  | Montant        |
|---|----------------|---|----------------|
| <b>CHARGES DIRECTES</b>   |                | <b>RESSOURCES DIRECTES</b>  |                |
| <b>60 – Achats</b>  | <b>14 250</b>  | <b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b> | <b>157 354</b> |
| Prestations de services   | 6800           |   |                |
| Achats matières et fournitures  | 6500           | <b>74- Subventions d'exploitation</b>   | 54100          |
| Autres fournitures  | 950            | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)                               |                |
| <b>61 - Services extérieurs</b>   | <b>29 460</b>  | - Art et essai  | 29000          |
| Locations   | 8500           | - SFEIC CNC   | 4000           |
| Entretien et réparation   | 16360          | Région(s) :   |                |
| Assurance   | 800            | -   |                |
| Documentation   | 3800           | Département(s) :  |                |
|   |                | -   |                |
| <b>62 - Autres services extérieurs</b>  | <b>15 760</b>  | Intercommunalité(s) :   |                |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires  | 8100           | - Mellois en Poitou   | 3600           |
| Publicité, publication  | 6360           | Commune(s) :  |                |
| Déplacements, missions  | 1000           | - Melle   | 17500          |
| Services bancaires, autres  | 300            |   |                |
|   |                | Organismes sociaux (détailler) :  |                |
| <b>63 - Impôts et taxes</b>   | <b>16 200</b>  | -   |                |
| Impôts et taxes sur rémunération,   | 16200          | Fonds européens   |                |
| Autres impôts et taxes  |                | -   |                |
| <b>64- Charges de personnel</b>   | <b>71 170</b>  | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)                     |                |
| Rémunération des personnels   | 55 300         | Autres établissements publics   |                |
| Charges sociales  | 15 770         |   |                |
| Autres charges de personnel   | 700            | <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>                               | <b>1 500</b>   |
| <b>65- Autres charges de gestion courante</b>   | <b>61 150</b>  | Dont cotisations, dons manuels ou legs  | 500            |
|   |                | Aides privées   | 1000           |
| <b>66- Charges financières</b>  |                | <b>76 - Produits financiers</b>   | <b>250</b>     |
| <b>67- Charges exceptionnelles</b>  |                | <b>77- produits exceptionnels</b>   | <b>810</b>     |
| <b>68- Dotation aux amortissements</b>  | <b>5 424</b>   | <b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>                         |                |
| <b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>   |                | <b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>   |                |
| Charges fixes de fonctionnement   |                |   |                |
| Frais financiers  |                |   |                |
| Autres  |                |   |                |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  | <b>214 014</b> | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   | <b>214 014</b> |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>  |                |   |                |
| <b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>  |                | <b>87 - Contributions volontaires en nature</b>                               |                |
| 860- Secours en nature  |                | 870- Bénévolat  | 15 500         |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services   |                | 871- Prestations en nature  |                |
| 862- Prestations  |                |   |                |
| 864- Personnel bénévole   | 15 500         | 875- Dons en nature   |                |
| <b>TOTAL</b>  | <b>15 500</b>  | <b>TOTAL</b>  | <b>15 500</b>  |
| <p><b>La subvention de 17 500€ représente 8,2% du total des produits :</b><br/>(montant attribué/total des produits) x 100.</p> |                |   |                |

**ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET**  
**Année ou exercice 2025**

| CHARGES  | Montant          | PRODUITS  | Montant        |
|--|------------------|---|----------------|
| <b>CHARGES DIRECTES</b>  |                  | <b>RESSOURCES DIRECTES</b>  |                |
| <b>60 – Achats</b>   | <b>14 756,80</b> | <b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b> | <b>165 290</b> |
| Prestations de services  |                  |   |                |
| Achats matières et fournitures   |                  | <b>74- Subventions d'exploitation</b>   | <b>53 100</b>  |
| Autres fournitures   |                  | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)                               |                |
| <b>61 - Services extérieurs</b>  | <b>29 889,20</b> | - Art et essai  | 29000          |
| Locations  |                  | - SFEIC CNC   | 3000           |
| Entretien et réparation  |                  | Région(s) :   |                |
| Assurance  |                  | -   |                |
| Documentation  |                  | Département(s) :  |                |
|  |                  | -   |                |
| <b>62 - Autres services extérieurs</b>   | <b>16 080</b>    | Intercommunalité(s) :   |                |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires   |                  | - Mellois en Poitou   | 3600           |
| Publicité, publication   |                  | Commune(s) :  |                |
| Déplacements, missions   |                  | - Melle   | 17500          |
| Services bancaires, autres   |                  |   |                |
|  |                  | Organismes sociaux (détailler) :  |                |
| <b>63 - Impôts et taxes</b>  | <b>17 060</b>    | -   |                |
| Impôts et taxes sur rémunération,  |                  | Fonds européens   |                |
| Autres impôts et taxes   |                  | -   |                |
| <b>64- Charges de personnel</b>  | <b>73 210</b>    | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)                     |                |
| Rémunération des personnels  |                  | Autres établissements publics   |                |
| Charges sociales   |                  |   |                |
| Autres charges de personnel  |                  | <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>                               | <b>1 500</b>   |
| <b>65- Autres charges de gestion courante</b>  | <b>64 530</b>    | Dont cotisations, dons manuels ou legs  | 500            |
|  |                  | Aides privées   | 1000           |
| <b>66- Charges financières</b>   |                  | <b>76 - Produits financiers</b>   | <b>250</b>     |
| <b>67- Charges exceptionnelles</b>   |                  | <b>77 - Produits exceptionnels</b>  | <b>810</b>     |
| <b>68- Dotation aux amortissements</b>   | <b>5424</b>      | <b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>                         |                |
| <b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>  |                  | <b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>   |                |
| Charges fixes de fonctionnement  |                  |   |                |
| Frais financiers   |                  |   |                |
| Autres   |                  |   |                |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>   | <b>220 950</b>   | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   | <b>220 950</b> |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>   |                  |   |                |
| <b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>   |                  | <b>87 - Contributions volontaires en nature</b>                               |                |
| 860- Secours en nature   |                  | 870- Bénévolat  | 15 500         |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services  |                  | 871- Prestations en nature  |                |
| 862- Prestations   |                  |   |                |
| 864- Personnel bénévole  | 15 500           | 875- Dons en nature   |                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>15 500</b>    | <b>TOTAL</b>  | <b>15 500</b>  |
| <p><b>La subvention de 17 500€ représente 7,92% du total des produits :</b><br/>(montant attribué/total des produits) x 100.</p> |                  |   |                |



**ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET**  
**Année ou exercice 2026**

| CHARGES  | Montant          | PRODUITS  | Montant        |
|--|------------------|---|----------------|
| <b>CHARGES DIRECTES</b>  |                  | <b>RESSOURCES DIRECTES</b>  |                |
| <b>60 – Achats</b>   | <b>14 756,80</b> | <b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b> | <b>165 290</b> |
| Prestations de services  |                  |   |                |
| Achats matières et fournitures   |                  | <b>74- Subventions d'exploitation</b>   | <b>53 100</b>  |
| Autres fournitures   |                  | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)                               |                |
| <b>61 - Services extérieurs</b>  | <b>29 889,20</b> | - Art et essai  | 29000          |
| Locations  |                  | - SFEIC CNC   | 3000           |
| Entretien et réparation  |                  | Région(s) :   |                |
| Assurance  |                  | -   |                |
| Documentation  |                  | Département(s) :  |                |
|  |                  | -   |                |
| <b>62 - Autres services extérieurs</b>   | <b>16 080</b>    | Intercommunalité(s) :   |                |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires   |                  | - Mellois en Poitou   | 3600           |
| Publicité, publication   |                  | Commune(s) :  |                |
| Déplacements, missions   |                  | - Melle   | 17500          |
| Services bancaires, autres   |                  |   |                |
|  |                  | Organismes sociaux (détailler) :  |                |
| <b>63 - Impôts et taxes</b>  | <b>17 060</b>    | -   |                |
| Impôts et taxes sur rémunération,  |                  | Fonds européens   |                |
| Autres impôts et taxes   |                  | -   |                |
| <b>64- Charges de personnel</b>  | <b>73 210</b>    | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)                     |                |
| Rémunération des personnels  |                  | Autres établissements publics   |                |
| Charges sociales   |                  |   |                |
| Autres charges de personnel  |                  | <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>                               | <b>1 500</b>   |
| <b>65- Autres charges de gestion courante</b>  | <b>64 530</b>    | Dont cotisations, dons manuels ou legs  | 500            |
|  |                  | Aides privées   | 1000           |
| <b>66- Charges financières</b>   |                  | <b>76 - Produits financiers</b>   | <b>250</b>     |
| <b>67- Charges exceptionnelles</b>   |                  | <b>77 - Produits exceptionnels</b>  | <b>810</b>     |
| <b>68- Dotation aux amortissements</b>   | <b>5 424</b>     | <b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>                         |                |
| <b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>  |                  | <b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>   |                |
| Charges fixes de fonctionnement  |                  |   |                |
| Frais financiers   |                  |   |                |
| Autres   |                  |   |                |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>   | <b>220 950</b>   | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   | <b>220 950</b> |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>   |                  |   |                |
| <b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>   |                  | <b>87 - Contributions volontaires en nature</b>                               |                |
| 860- Secours en nature   |                  | 870- Bénévolat  | 15 500         |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services  |                  | 871- Prestations en nature  |                |
| 862- Prestations   |                  |   |                |
| 864- Personnel bénévole  | 15 500           | 875- Dons en nature   |                |
| <b>TOTAL</b>   | <b>15 500</b>    | <b>TOTAL</b>  | <b>15 500</b>  |
| <p><b>La subvention de 17 500€ représente 7,92% du total des produits :</b><br/>(montant attribué/total des produits) x 100.</p> |                  |   |                |